

Et ces sondages sont maintenant devenus tellement techniques, tellement perfectionnés, tellement précis, qu'ils permettent aux candidats intéressés d'ajuster leur image, leur tir, au goût de leurs électeurs.

Même certains candidats américains, très souples, peuvent soudainement devenir plus conservateurs, plus libéraux, ou plus socialistes selon les indices, les goûts de leurs électeurs, tels que révélés par ces sondages devenus très précis.

Apparemment, le président actuel des États-Unis a la quasi-phobie des sondages et sa pression artérielle monte ou descend proportionnellement, mais inversement au «rating» que lui révèlent les sondages de sa popularité, à la baisse ou à la hausse selon le cas.

Il ne fait aucun doute que sa politique et probablement plusieurs de ses décisions quotidiennes sont, du moins en partie, affectées d'une certaine façon par ces sondages politiques.

Même la conduite de la guerre au Vietnam ne peut échapper tout à fait à cette réaction naturelle. En exagérant un petit peu, on pourrait conclure que le sort de l'humanité tout entière peut se jouer sur les résultats d'un sondage à la Gallup ou à la Lou Harris.

Ici, au pays, à mesure que la course à la direction d'un parti, en l'occurrence, la course à la direction du parti conservateur, prend de l'élan, si jamais elle finit par en prendre, des sondages d'opinion publique nous éclaireront un petit peu sur le sujet.

Et j'espère que ces enquêtes sur la popularité de chacun des candidats révéleront au grand jour le degré d'attrait ou d'absence d'attrait populaire des candidats respectifs, des candidats en lice.

Je crois que la publication de tels résultats, de tels sondages, sur la popularité respective des candidats aurait des effets bénéfiques sur les délégués à cette convention et, en vérité, sur toute la population qui est intéressée réellement à savoir où l'on en est dans cette lutte-là.

En réalité, monsieur l'Orateur, le rôle de l'opinion publique prend de plus en plus d'importance dans notre société. Et je crois qu'une connaissance approfondie de l'opinion des gouvernés peut aider les gouvernants.

A ce sujet, permettez-moi de citer un passage de ce petit volume intitulé *L'opinion publique*, écrit par Alfred Sauvy et publié par les presses universitaires de France.

Je lis à la page 122:

Les gouvernés doivent s'exprimer...

Il est nécessaire que soit connue l'opinion du public, c'est-à-dire de l'ensemble des gouvernés. Les pouvoirs publics n'ont pas reçu du corps électoral des indications suffisantes pour trancher sur

les divers problèmes qui se posent. Sans doute n'ont-ils pas reçu de mandat impératif, sans doute aussi pourrait-on dire qu'ils doivent voter selon leur conscience, en tenant compte de l'état d'esprit de ceux qui les ont nommés.

En aucun pays, cependant, les gouvernés ne se résignent à abandonner tout rôle, entre deux consultations.

Un gouvernement et un parlement, qui agiraient sans connaître l'avis des gouvernés, risqueraient de commettre des actes qui ne seraient pas approuvés et de décider des lois ou des décrets qui ne pourraient pas s'appliquer. Leur application exige, en effet, un minimum de consentement de la part des gouvernés.

Ceci vaut surtout pour la politique intérieure. La politique étrangère a moins besoin du contrôle de l'opinion (et s'en passe assez souvent), dans toute la mesure où elle ne fait pas intervenir de charge (fiscale, militaire, etc.) ou de risques trop apparents.

Néanmoins, dans ce domaine encore, on conçoit bien l'utilité que présente la connaissance de l'opinion des gouvernés.

Évidemment, la science de l'enquête publique, la technologie des sondages, est loin d'avoir atteint encore sa perfection et les sondages font parfois des erreurs. C'est cependant une science en voie de développement, mais qui n'atteindrait certes pas son plein épanouissement si l'État se mêlait de la restreindre. Or, à mon avis, le bill proposé aujourd'hui, le bill C-3, est en définitive bel et bien une forme de restriction.

Lors de la dernière élection générale de 1965, l'enquête Gallup avait prédit une marge de 15 p. 100 en faveur des candidats du gouvernement, en faveur du parti libéral. En réalité, cette marge, comme on le sait, était réduite à 7 p. 100 pour le parti conservateur le soir de l'élection. Peter Regenstein, d'heureuse mémoire ou de malheureuse mémoire, était un autre, on s'en souvient, qui s'était considérablement fourvoyé.

Il va sans dire que les journaux favorisant les partis d'opposition ont grandement protesté à cette époque. Permettez-moi de citer, à ce sujet, quelques passages d'un article éditorial du *Daily Gleaner* de Fredericton, en date du 13 novembre 1965. Le titre de l'article est «*Confusing the Electorate*».

[Traduction]

En premier lieu, monsieur l'Orateur, je voudrais citer les deux premiers paragraphes de cet éditorial publié dans le numéro du samedi 13 novembre 1965 du *Daily Gleaner* de Fredericton.

● (5.40 p.m.)

On trouvera ailleurs dans nos pages une explication du sondage Gallup sur son échec à prédire avec justesse les résultats des élections fédérales. A notre avis, cette explication laisse beaucoup à désirer.

Chose étrange, le sondage Gallup se vante de sa propre «exactitude» et prétend que ses chiffres